

et la lutte contre l'inflation, pourraient être débattus lors du Sommet.

A quelques jours de la rencontre qui réunira à Ottawa les chefs d'État ou de gouvernement de la République fédérale d'Allemagne, du Japon, des États-Unis, de la France, de la Grande-Bretagne, de l'Italie et du Canada, le premier ministre Trudeau, qui présidera la réunion, estime que les participants au Sommet devraient définir un ensemble d'objectifs communs en matière économique et internationale.

Le premier ministre Trudeau a déclaré qu'il y aurait moyen de démontrer, lors de la conférence, que "nous sommes mus collectivement par certains objectifs communs, et par le désir de prévenir les crises avant qu'elles ne deviennent trop violentes", qu'il s'agisse de politique économique ou des grandes affaires internationales.

Enfin, M. Trudeau a souligné que de tels sommets devraient permettre aux différents chefs d'État et de gouvernement de mieux se connaître et de mettre en avant leurs objectifs communs en dépit des différences qui peuvent exister dans les politiques de leurs pays respectifs.

Pour aider les femmes

L'Université Simon-Fraser, à Burnaby (Colombie-Britannique), offre un programme qui aide les femmes à "pénétrer dans le monde de l'administration".

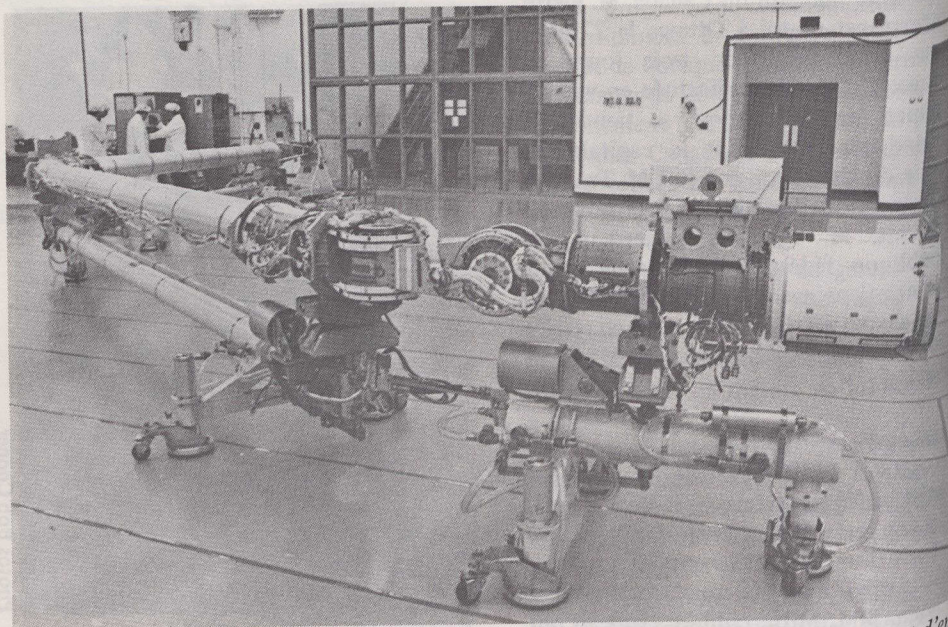
Selon Garry Fairbairn, de la Presse canadienne, ce programme, qui semble unique en Amérique du Nord, s'adresse à des femmes de carrière ayant un potentiel de cadre.

Pendant six séminaires de trois jours, répartis sur 14 mois, des groupes de 24 femmes au maximum à la fois, s'initient aux prises de décision et à la vie de l'administration. Des études chez soi complètent les séminaires.

L'habitude de traiter des grandes questions administratives fait souvent défaut aux femmes qui grimpent généralement les échelons administratifs par des voies spécialisées, tandis que les hommes ont souvent une formation plus générale, déclare la directrice du programme, Mme Jo Lynne Hoegg.

Mme Hoegg souligne que le cours est conçu pour permettre aux femmes de carrière d'y participer avec le minimum de dérangement dans leur travail.

"Conduire" le bras de la navette spatiale est un plaisir



Le télémanipulateur permettra de placer des satellites dans la soute de la navette et d'en retirer d'autres de l'espace. Sur cette photo, le bras subit un essai de fonctionnement. Conçu pour travailler en apesanteur, il ne peut pas supporter son propre poids sur Terre et doit en conséquence s'appuyer sur des patins pneumatiques spéciaux qui éliminent le frottement pendant l'essai.

"Conduire" le bras spatial canadien, c'est un peu comme piloter un avion, a déclaré l'un de ceux qui devront diriger dans l'espace le "télémanipulateur" de la navette spatiale américaine.

Le lieutenant-colonel Robert Springer, âgé de 37 ans et originaire de l'État américain de l'Ohio, était de passage à Ottawa, le 20 juin, pour assister à l'inauguration des journées d'accueil *Science 81* du Conseil national de recherches du Canada (CNRC).

Au cours d'un entretien avec des journalistes, il a expliqué qu'être aux commandes du télémanipulateur était une "expérience extrêmement intéressante et amusante".

Il a ajouté que la technique de l'appareil est relativement facile à apprendre, mais que le fait de saisir des objets tout de même passablement volumineux, en étant dans le vide et l'apesanteur, était une tâche passablement délicate.

Le bras spatial, conçu par le CNRC et fabriqué par Spar Aerospace, dont le siège est à Toronto, doit entreprendre son premier vol en septembre prochain. Le bras [a] coûté \$100 millions au Canada, en retour d'espace dans la soute de la navette.

A l'heure actuelle, Springer reçoit un

entraînement spécialisé en vue du pilotage du bras, conçu pour manipuler des charges de la grosseur d'un autobus. Il apprend à manier l'appareil à l'aide de simulateurs, à Toronto et au Johnson Space Centre de Houston, où il travaille.

Extrait d'un article de Pierre Ouimet publié dans le quotidien *Le Droit*.

Aide alimentaire au Nicaragua

Le Canada apportera une aide alimentaire de \$4,5 millions au Nicaragua qui connaît actuellement une situation alimentaire critique.

"Le pain est l'un des produits alimentaires de base du Nicaragua, et l'envoi de blé canadien n'est qu'une mesure temporaire visant à combler les besoins de la population de ce pays", a déclaré le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, M. Mark MacGuigan.

M. MacGuigan a fait remarquer également que l'Agence canadienne de développement international co-financera avec le Nicaragua une étude du secteur alimentaire afin d'assurer l'approvisionnement de denrées alimentaires et l'autosuffisance à long terme.